

L'ÉVEIL

de la nation

Hebdomadaire togolais d'informations générales - Fondé en 2004 Prix : 250 F CFA

Région des Savanes :

Impressionnante mobilisation des populations
Samedi dernier à Dapaong pour soutenir
les institutions de la République et demander
à Faure d'être leur candidat en 2015 **P.7**



Réformes constitutionnelle et institutionnelle :

Faure Gnassingbé, la cible Pomme de discorde !



P.3

Une nouvelle formation politique
dans l'arène politique togolaise :
Le Parti National Panafricain (PNP)
porté sur les fonts baptismaux **P.4**



Atchadam Tikpi, Président PNP

Pour accompagner les grands
projets de développement au Togo :
La CEET organise une table ronde
des bailleurs de fonds à Lomé **P.4**



Dr Gnadè Djétéli, DG de la CEET

Quand l'opposition veut une révision taillée sur mesure

Campagne de dénigrement et montage grotesque contre
un militant suite à la marche de l'UNIR à Dapaong :

**Quand la force de mobilisation
de Noël De Poukn donne des
cauchemars à l'opposition** **P.3**



Noël De Poukn

Réformes en profondeur des régies financières au Togo :
Prise de contact entre Gapéry et
les 529 agents recrutés pour l'OTR **P.5**



Henry Gapéry (dt) et ses adjoints lors de la rencontre

Des réformes constitutionnelle et institutionnelle au Togo :
De l'improvisation et l'incohérence politique de
l'opposition à l'échec du consensus pour les réformes **P.3&4**
Une nouvelle candidature de Faure justifiée par la constitution en vigueur

Médias :
Le CONAPP organise du 16 au 20 décembre
prochain les journées portes
ouvertes sur la presse togolaise **P.6**

TOGO CELLULAIRE



DÉCOUVRER CE QUE VEUT DIRE HAUT DÉBIT
INTERNET / MAIL / TÉLÉPHONIE / VIDÉO / PHOTO / MUSIQUE / MMS / TÉLÉCHARGEMENT...



NOUVEAUX FORFAITS

Nom du forfait	Forfait 1 Jour	Forfait 1 Jour	Forfait 1 Semaine	Forfait 1 Mois	Forfait 1 Mois	Forfait 1 Mois	Forfait 3 Mois
Volume	20 Mo	80 Mo	300 Mo	1 Go	3 Go	5 Go	10 Go
Coût	200F	500F	1 500F	5 000F	10 000F	15 000F	35 000F
Validité	1 jour	1 jour	7 jours	30 jours	30 jours	30 jours	90 jours

- Le forfait est cumulable en volume et en durée de validité.
- Le cumul de la durée de validité est plafonné à 12 mois.
- A la date de fin de validité, le volume restant n'est pas reporté.



LE LEADER

service client:888

www.facebook.com/Togocel

www.twitter.com/togocel

www.togocel.tg

certifiée ISO 9001 : 2008



© TOGO CELLULAIRE / OCTOBRE 2014

Réformes constitutionnelle et institutionnelle :

Faure Gnassingbé, la cible ; Pomme de discorde !

QUAND L'OPPOSITION VEUT UNE RÉVISION TAILLÉE SUR MESURE

" Il faut lâcher du lest et de l'eau dans le vin, c'est ça que je dirais si je voyais le prince ; soyons réalistes la chance est vraiment mince de lui barrer la voie qui conduit au scrutin.

Coupons la poire en deux, laissons le rempiler mais il doit accepter aujourd'hui les réformes afin que dès demain on retrouve les normes qui rendent le pouvoir léger à supporter".

Voilà un extrait du poème inédit de l'ancien premier ministre de la transition, Joseph Kokou Koffigoh, écrit le 28 Novembre 2014 et qui résume tous le mal togolais.

Ce mal s'appelle extrémisme, manque d'humilité et d'honnêteté, vision personnelle des institutions de la République manque de volonté d'apaisement, personnalisation du débat politique et autres.

En effet, depuis 2006 l'Accord politique Global (APG) a prévu des réformes constitutionnelle et institutionnelle mais des "togolaiseries" et querelles de personnes n'ont pu per-



Le Président Faure Gnassingbé

mettre leur mise en œuvre en ce jour.

Le comble a été atteint le 30 juin 2014 lorsque de bonne foi le gouvernement avait introduit un projet de loi de réforme que l'Assemblée nationale a massivement rejeté à cause de la personnalisation du débat politique. Les politiciens du déluge ont inventé la rétroactivité de la loi constitutionnelle insinuant qu'à près adoption, le président sortant

Faure Essozima Gnassingbé ne pourra plus être candidat. Ce que la majorité a rejeté car ayant compris que l'opposition cherche une révision constitutionnelle taillée sur mesure et dont Faure Gnassingbé est la cible.

" Il est grand temps de conclure cette lutte. Les députés de l'opposition et moi-même ne sommes pas au parlement pour un quelconque marchandage devant assurer un troisiè-

me mandat au chef de l'Etat. Il s'agit pour nous de rétablir les fondamentaux de notre constitution. Nous ne sommes pas à l'Assemblée nationale pour prendre part à une quelconque " combinaison " favorable à Faure Gnassingbé comme l'exigent les députés RPT/UNIR ", a déclaré la semaine dernière à Akassimé à la chute de la marche des ODDH le Président de l'ANC.

Ceci prouve à suffisance l'extrémisme de ce monsieur, mais l'on se demande sur qui compte-t-il ? Etant entendu qu'il ne possède que 17 députés contre 62 pour l'UNIR alors que la constitution prévoit être modifiée seulement avec quatre cinquième des élus au minimum.

C'est pour éviter le statu quo que s'entendent les vers de l'ancien premier ministre Joseph Kokou Koffigoh.

Car en réalité les partisans de l'UNIR ne sont pas contre les réformes à la seule condition qu'elles ne visent pas leur champion. Ainsi, il apparaît clairement que Faure Gnassingbé est la Pomme de discorde dans cette histoire de réformes.

C'est pourquoi le Dr Kampatib

de l'ADDI demande qu'on arrête de personnaliser le débat politique.

Rétroactivité, On n'a jamais parlé de rétroactivité mais plutôt, lorsqu'une loi est promulguée, elle s'applique immédiatement. C'est les interprétations qui conduisent à cela ", regrette-t-il, avant de poursuivre, " laisser tomber la question de rétroactivité, ça n'a pas de sens. Aucune loi n'est rétroactive et personne ne demande une rétroactivité. C'est un abus de langage ".

Pour Kampatib, c'est :

" A la Cour constitutionnelle d'interpréter la loi. Autrement dit si la loi est votée, elle s'applique immédiatement. Donc c'est sur la base de cette loi que seront organisées les prochaines élections.

N'importe qui, qui veut être candidat, y compris Faure, pose sa candidature. Et en ce moment là, c'est à la cour constitutionnelle de décider si telle ou telle candidature est conforme à la loi qui a été votée ".

Vivement donc que la raison et le sens patriotique prévalent pour un Togo plus apaisé.

Kpélfia Biva

Des réformes constitutionnelle et institutionnelle au Togo :

De l'improvisation et l'incohérence politique de l'opposition à l'échec du consensus pour les réformes

UNE NOUVELLE CANDIDATURE DE FAURE JUSTIFIÉE PAR LA CONSTITUTION EN VIGUEUR

Reçu par le Chef de l'Etat, suite à une démonstration de force de mobilisation, le 21 novembre dernier, Jean-Pierre Fabre, au lieu de donner la priorité à la question des réformes, se permet à moment crucial des discussions d'introduire la question des financements des partis politiques. Comme quoi, ce monsieur ne se préoccupe que de se remplir les poches au détriment de la souffrance du peuple togolais.

Campé sur sa position, à savoir : la réalisation des réformes constitutionnelles et institutionnelles avec effet immédiat excluant une nouvelle candidature du Chef de l'Etat, Faure Gnassingbé en 2015. On peut conclure qu'à travers lui l'opposition se refuse de regarder la réalité en face.

La responsabilité que les réformes ne soient pas faites jusqu' alors incombe à l'opposition.

En effet, il faut souligner que jusqu'à preuve du contraire, même si la constitution donne aux députés, la prérogative de l'initiative d'une proposition de loi pour des réformes

constitutionnelles et au peuple la possibilité par une pétition de 500 000 signatures dans 19 préfectures différentes, il faut reconnaître que le détenteur du pouvoir exécutif a son mot à dire aussi longtemps qu'il dispose aussi d'une majorité confortable à l'assemblée nationale notamment 62

députés sur 91, contre 29 pour l'opposition.

La question est de savoir si, en termes de rapport de force, on peut se prévaloir de l'écho ronflant du titre de leader de l'opposition pour vouloir mettre aux ordres la majorité présidentielle ?

Pense-t-on que détenant ce privilège sur l'exécutif et le législatif, on pourra se faire évincer du jeu politique aussi facilement et sans aucune

contrainte juridique pour juste faire honneur à des politiciens à la limite incohérents envers eux-mêmes et faisant de l'improvisation politique leur stratégie majeure ? Et prétendant lutter au nom du peuple mais ne défendant que leurs intérêts personnels ?

En tout cas, on pourra juger, Faure Gnassingbé de vouloir se représenter.

Cependant, ce qui est évident c'est que la constitution en vigueur aujourd'hui, lui donne la possibilité de se représenter autant de fois qu'il le veut même si cela n'exclut pas la nécessité que le mandat soit limité suite à des réformes consensuelles. Un principe pour lequel la majorité est disposée à apporter sa voix.

Notons que cette Constitution de la 4^e République en vigueur n'est que celle révisée en décembre 2002 et qui s'applique bel et bien à tous aujourd'hui.

Cette révision constitutionnelle, aujourd'hui, décriée par l'opposition togolaise et revendiquant celle de 1992 est celle qu'elle-même, avait servi au pouvoir d'en tant sur un plateau d'or. Il n'y aurait pas eu de révision si l'opposition n'avait pas boycotté les élections législatives de 2002.

Ce qui traduit que ces hommes de l'opposition manquent de compétence suffisante pour mener leurs politiques d'opposition. Il faut souligner aussi que certains pensent que ce boycott n'est que l'une de leurs nombreuses " erreurs politiques " et pour d'autres, une " stratégie de duplicité " de leur part en trompant le peuple pour des gratifications diverses.

Si cette révision est une erreur politique, et qu'on admet que l'erreur est humaine pour dire " errare humano es ", l'opposition devrait se battre pour les éviter et les corriger et ne

Campagne de dénigrement et montage grotesque contre un militant suite à la marche de l'UNIR à Dapaong :

Quand la force de mobilisation de Noël De Poukn donne des cauchemars à l'opposition

Depuis le début de la semaine, des rumeurs et informations circulent tendant à faire croire la marche de soutien des militants et sympathisants de l'UNIR de la région des savanes aux institutions de la République aurait fait deux morts et un blessé grave.

Dans la foulée, certaines personnes malveillantes qui se cacheraient derrière certains médias arguent sur ce qu'elles appellent import-export de l'UNIR et pointant d'un doigt accusateur Noël De Poukn, le Président de la NJSPF, qui a été la cheville ouvrière de la mobilisation de l'UNIR aussi bien à Lomé qu'à Dapaong.

Une enquête et une analyse minutieuse nous ont amené à comprendre qu'il s'agit plutôt de montages politiques qui n'ont pour seul objectif que de salir l'image du président de la NJSPF, Noël De Poukn et partant dis-



Noël De Poukn, président de la NJSPF, haranguant les foules lors d'une marche

créditer le parti majoritaire UNIR. De quoi s'agit-il au fait ?

En effet, le Samedi 29 Novembre

2014, des femmes de retour des funérailles dans un village voisin de la région ont eu un accident de circu-

lation sur l'axe Dapaong Bombouaka. Elles ont, en effet, été tamponnées par un véhicule de transport public causant effectivement deux morts et un blessé grave.

Mais, très vite, certains malins génies ont trouvé l'occasion pour jeter leur dévolu sur les responsables de l'UNIR qui n'en sont pour rien. Et comme l'ennemi cherche l'épine dorsale, les politicards ont choisi leur cible, Noël de Poukn.

Peine perdue, car c'est mal connaître l'homme. Ce ne sont pas les manifestations, les montages et autres qui vont détourner De Poukn de son engagement pour UNIR et derrière le Chef de l'Etat. Qu'à cela ne tienne, nous sommes sensibles au deuil qui frappe les familles des deux défuntés et leur présente nos sincères condoléances. Et à la blessée prompt guérison.

L'Eveil de la Nation

Suite à la page 4

Grâce à la politique du président Faure : La Banque Mondiale et le FIDA saluent les avancées de l'agriculture togolaise

La cinquième mission de supervision du PNIASA (Programme National d'investissement Agricole et de Sécurité Alimentaire), un programme concocté par le gouvernement togolais sous la houlette du chef de l'Etat, Faure Gnassingbé en vue de relancer l'agriculture nationale vient de prendre fin par une réunion bilan.

La banque Mondiale et le Fonds International pour le développement (FIDA) en association avec la BIDC, la BOAD, la GIZ (Coopération Allemande) et le gouvernement après deux semaines, sont arrivés à conclure que les résultats de terrain sont concluants avec des avancées et progrès incontestables. Ce qui prouve à suffisance qu'en faisant le choix de cette politique de PNIASA, le Chef de l'Etat a vu juste, dans sa vision de développer le secteur agricole qui concerne près de 70% de la population active.

Il s'est agi durant la mission, d'évaluer les trois projets du PNIASA que sont le Projet d'Appui au Secteur Agricole (PASA), du Programme de Productivité Agricole en Afrique de l'Ouest (PPAO) et du projet d'Appui



Col. Ouro-Koura Agadazi, ministre de l'Agriculture

au développement de l'Agriculture au Togo (PADAT).

Dans l'ensemble, les trois projets avancent normalement, notamment en ce qui concerne les actions déjà menées. Toutefois, les partenaires ont recensé quelques dysfonctionnements relatifs à la lourdeur dans la passation des marchés.

" Ces faiblesses s'expliquent par la mise en place d'un nouveau cadre pour les commissions des marchés afin d'avoir plus de transparence dans la gestion des dossiers ", a

expliqué le ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et de la pêche, le colonel Ouro-Koura Agadazi.

Il faut signaler que le PNIASA est un programme financé à hauteur de 986 milliards de francs CFA depuis 2010 et ce jusqu'en

2016 dans l'objectif de relancer l'agriculture togolaise et la rendre plus compétitive.

Le Togo récolte déjà les fruits de cette politique salubre du président Faure. En effet, mis à part l'autosuffisance alimentaire que connaît le pays depuis quelques années, le Togo est devenu fournisseur du Programme Alimentaire Mondial (PAM) pour subvenir aux besoins des autres pays de la sous-région.

L'Éveil de la Nation

EBOLA : LE DISPOSITIF DE PRÉVENTION DU TOGO AU POINT

Depuis que la fièvre hémorragique à virus Ebola sévit en Afrique de l'Ouest, chaque pays de la sous-région, avec l'aide des partenaires principalement l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), met en place des stratégies pour contrer la propagation ou l'arrivée du virus sur son territoire.



Le PM Ahoomey-Zunu, ministre de la Santé

Au Togo, les plus hautes autorités n'ont pas lésiné sur les moyens pour mettre en place un dispositif de prévention et de lutte contre la maladie au cas où...

Aujourd'hui, il se révèle que ledit dispositif est au point. C'est du moins l'essentiel des conclusions à retenir

de la mission d'évaluation de l'OMS.

Parlant de ce dispositif mis en place par les autorités sanitaires pour faire face au virus Ebola, Le représentant-Résident de l'OMS au Togo, Dr Lucile Imboua a déclaré que, " en gros, le dispositif est en place et fonctionne, mais il ya certains points de faiblesse qui méritent d'être renforcés ".

Comme points de faiblesse, on note essentiellement la coordination entre les différents départements concernés et la question de formation du personnel pour une meilleure prise en charge des cas suspects.

Il faut signaler que le Togo fait partie des 18 pays de la région qui ne développent pas la maladie.

Le cas des 700 décès est dépassé cette semaine pour le compte de l'Afrique de l'Ouest, principalement au Sierra Leone en Guinée Conakry et au Libéria. Plus de 16000 personnes sont actuellement touchées par cette épidémie.

Au Togo aucun cas n'a été signalé à ce jour.

La Rédaction

Des réformes constitutionnelle et institutionnelle au Togo : De l'improvisation et l'incohérence politique de l'opposition à l'échec du consensus pour les réformes UNE NOUVELLE CANDIDATURE DE FAURE JUSTIFIÉE PAR LA CONSTITUTION EN VIGUEUR

Suite de la page 3

plus les reproduire. Mais tenons-nous bien, malgré la signature de plusieurs accords, à Ouagadougou, à Cotonou et autres jusqu'à l'Accord Politique Global (APG), elle ne s'est concentrée que sur des querelles interpersonnelles en son sein, sur la poursuite des intérêts personnels, égoïstes ou partisans, abandonnant l'importance de la question des réformes politiques, constitutionnelles et institutionnelles. Chose inconcevable pour de nombreux militants de l'opposition qui, de jour en jour, se sont découragés et ont perdu confiance en eux.

Malgré l'ouverture de Faure Essozimna Gnassingbé à faire les réformes à travers la mise en place de différents cadres de discussions à savoir : le Cadre Permanent de Dialogue et de Concertation (CPDC), originel et renoué, le cadre de dialogue de Togotélécom, 1ère et 2ème édition, la rencontre entre Jean-Pierre Fabre et Faure Gnassingbé et dernièrement l'envoi à l'assemblée nationale de deux projets de loi relatifs aux réformes politiques par le gouvernement, l'opposition n'a pas accepté la perche tendue par le Chef de l'Etat, mais a continué par mettre en avant leurs intérêts et ambitions personnelles comme si Faure Gnassingbé lui, n'a pas d'ambition personnelle notamment celle de se représenter en 2015.

Devenu leader d'un autre parti politique l'Alliance Nationale pour le changement (ANC), Jean-Pierre Fabre, a entraîné ses militants dans les rues, durant plus de trois ans pour marcher et revendiquer un pouvoir reconnu à Faure Gnassingbé par les

partenaires nationaux et internationaux suite à l'élection présidentielle de mars 2010.

En outre, il a passé le reste du temps à revendiquer les primes de leur renvoi de l'assemblée nationale, effet de leur démission de l'Union des Forces de Changement (UFC), mettant de côté la question importante de la revendication de la mise en œuvre des réformes institutionnelle et constitutionnelle qui sont d'une importance capitale pour notre pays.

Il faut remarquer que sous la pression des militants, lorsqu'il accepte et se présente pour le dialogue en vue des réformes, il reste figé sur sa posi-

tion préservant de la sorte ses ambitions démesurées. Ce qui a toujours entraîné l'échec des discussions dans lesquelles le peuple met tant d'espoir.

On en vient à penser qu'avec leurs méthodes parfois illégales et leurs caractères d'intransigeance liées à leur égoïsme et à leurs ambitions personnelles démesurées, si jamais, portés à la tête de ce pays un jour, ces soit disant opposants politiques ne risquent-ils pas de créer un enfer pour le peuple ?

Auraient-ils, à dessein, voulu ne pas mettre la question des réformes sur le tapis pour en jouir une fois avoir battu Faure dans les urnes ? En tout cas, tout

porte à croire qu'ils feront pareil s'ils étaient à sa place. Ils ne voudront pas faire les réformes.

Aujourd'hui, au lieu de se raviser et corriger leurs erreurs, se rattraper en concédant ne fusse que le prix d'une nouvelle candidature de Faure Gnassingbé, l'opposition sous le diktat de Jean-Pierre Fabre qui se voit en train de vieillir et risquerait de ne plus pouvoir se présenter en 2025 veut brader l'avenir de la jeunesse au profit de ses ambitions. Ce qui expliquerait son radicalisme, sa position toujours figée à vouloir même imposer à la majorité présidentielle ses points de vue.

Il est clair que Jean-Pierre Fabre et ses compagnons n'ont aucune vision à long terme pour la jeunesse. Ils n'instrumentalisent que les pauvres populations affamées pour servir leurs intérêts et leurs courses éfrénées au pouvoir pour s'enrichir à leurs tours. Sinon, qu'est ce qui peut justifier qu'on ne puisse pas concéder pour une nouvelle candidature de Faure Gnassingbé contre la réalisation des réformes définitives ?

On peut dire que si les réformes ne sont pas faites maintenant, alors elles seront renvoyées aux calendes grecques. A qui la faute ?

Armand

Une nouvelle formation politique dans l'arène politique togolaise : Le Parti National Panafricain (PNP) porté sur les fonts baptismaux

La vigueur de la démocratie se nourrit de la pluralité et de la diversité des opinions. C'est à ce fait que nous avons encore assisté ce samedi 28 novembre à Lomé au cours d'une conférence de presse qui a servi de cadre à la présentation d'un nouveau parti dénommé " Parti National Panafricain (PNP) ".

Cette rencontre dont l'éclat a été rehaussé par des invités comme Me Yaovi Agboyibo, ancien premier ministre, et Me Gil Benois Afangbédjé, président de l'association Ensemble pour les Droits de l'Homme (EDH) a permis aux promoteurs du nouveau parti, en particulier, le président national, Atchadam Tikpi de présenter la situation sociopolitique faite de conflits permanents dus au refus du régime en place de faire les réformes nécessaires à la consolidation de la démocra-



La table d'honneur à la cérémonie de lancement

tie et à l'amélioration de la gestion des finances publiques qui apporte une amélioration des conditions de vie économique et financière des citoyens.

Selon M. Atchadam, la création du PNP répond à un souci à savoir que les rapports de forces ne sont pas en faveur des forces de l'alternance, et les élections prochaines risquent de se dérouler dans l'indifférence d'une

bonne partie des togolais désabusés par une situation où l'alternance, tel l'horizon, recule au fur et à mesure que l'on

avance. Il a indiqué qu'il est très urgent d'allumer tous les réacteurs humains afin de les impliquer dans la lutte car " le sauvetage individuel n'est qu'illusion et seule le sauvetage collectif est possible ". Il a rappelé qu'il ne s'agit pas tout simplement d'arracher le Togo à ceux qui le gouvernement actuellement, encore moins de les

exclure, étant donné que le Togo appartient à tous les fils et filles du Togo.

" Dès le début du mois prochain, le PNP organisera un grand meeting à Lomé. Ce meeting ouvrira la voie à une série de rencontres populaire afin de partager les idéaux du nouveau parti " a annoncé M. Atchadam.

Des échanges à travers des questions - réponses avec la presse ont permis d'éclairer les lanternes des journalistes venus nombreux s'informer pour informer.

Le PNP est créé le 19 avril 2014 à Lomé. Il est le fruit de la convergence d'idées de certains togolaises et de togolais épris des idéaux de la démocratie et de l'Etat de droit pour un développement économique et social durable pour tous.

Armand

Réformes en profondeur des régies financières au Togo :

Prise de contact entre Gapéry et les 529 agents recrutés pour l'OTR

Dans le cadre de l'assainissement des régies financières du pays pour une mobilisation plus importante des ressources internes, le gouvernement a entrepris de grandes réformes. C'est dans cette logique que les responsables de l'Office Togolais des Recettes (OTR) et les 529 nouveaux agents recrutés suite au dernier concours ont officiellement pris contact au cours d'une séance en plein air, présidée par le commissaire général, M. Gapéry le 1^{er} décembre au siège de l'OTR à Lomé.

Cette rencontre a permis aux responsables de l'OTR de prodiguer d'utiles conseils aux nouveaux agents afin qu'ils puissent s'imprégner des valeurs qui gouvernent l'office de servir efficacement leur pays.

Parti de 14000 candidatures,



Les premiers responsables de l'ORT face ...

8000 ont été retenus, 5000 ont effectivement composé et 1031 ont passé l'interview pour qu'enfin soient définitivement retenus 529 personnes.

M. Gapéry, après leur avoir souhaité une cordiale bienvenue, a indiqué que l'office a besoin de jeunes dynamiques et compétents pour relever les défis de l'heure et à venir. Il les a invités à faire sien les valeurs de transparence, de probité, de respect de la chose publique.

" Partout où vous serez affecté, je vous invite à me représenter honnêtement, et valablement l'OTR. Pour cela, vous ne devez pas vous permettre des choses

que moi-même je ne puis me permettre " a affirmé le commissaire général de l'OTR.

Pour M. Philippe Tchodié, commissaire des services généraux, une nouvelle rencontre aura lieu le lundi prochain pour une formation avant les affectations ou la prise de fonction effective des nouveaux fonctionnaires de l'OTR.

Les nouveaux recrues ont exprimé leur joie de faire partir des heureux élus et promis faire de leur mieux pour répondre aux attentes des responsables de l'OTR. Il s'agit, selon eux, d'apporter leur pierre à la construction de l'édifice nationale.

Armand



...aux nouveaux agents, pour le premier contact.

Manifestations populaires du 21 novembre dernier :

Le MJPG dénonce et révèle les dessous d'un complot de l'opposition

" SAUVER LE TOGO, C'EST ACCEPTER LES PRINCIPES DÉMOCRATIQUES FAVORABLES OU NON "

Les responsables du Mouvement des Jeunes pour la Popularisation de la Bonne Gouvernance (MJPG) étaient face à la presse le jeudi 28 novembre à Lomé.

Cette rencontre a permis de présenter au public les conclusions tirées par le MJPG des manifestations populaires organisées le 21 novembre dernier, qui, de leur côté, voulait soutenir les institutions de la République et, du côté de l'opposition, voulait revendiquer la mise en œuvre des réformes constitutionnelles et institutionnelles.

A travers une déclaration liminaire présentée par le porte-parole du MJPG, M Atuyo Hubert, représentant le coordonnateur national, M. Agbessi Koffi. Il a rappelé que la manifestation du 21 visait l'expression de leur attachement au respect des institutions et de la légalité constitutionnelle que le calendrier constitutionnel a, d'ores et déjà, fixées pour le mois de mars 2015.

Il a souligné les actes de violence et d'insubordination à l'autorité publique de la part des militants de l'opposition qui voulaient simplement reproduire l'événement récent du Burkina-Faso malgré qu'on leur a dit que les contextes ne sont pas les mêmes.

Selon eux, l'opposition a planifié et essayé de renverser un régime constitutionnel. Ceci s'explique par le refus de modifier leur itinéraire pour ne pas prendre le Palais des congrès comme point de chutes alors que les militants

de l'UNIR ont changé leur point de chute pour prendre la plage.

" Sauver le Togo, c'est défendre et se soumettre sans conditions aux lois de la République ; Sauver le Togo, c'est accepter les principes démocratiques, qu'ils soient favorables ou non ; Sauver le Togo, c'est se soumettre au verdict des urnes, ... " a laissé entendre le porte-parole du MJPG à l'endroit des acteurs politiques de l'opposition.

Il a salué l'ouverture du chef de l'Etat, Faure Gnassingbé, dont le principal souci est de préserver la paix et

la stabilité en vue de l'organisation d'élections libres, crédibles et transparentes et qui a souhaité qu'à travers l'examen de la loi introduite par l'opposition sur l'initiative de l'ADDI et du CAR, les réformes soit faites dans un cadre constitutionnel.

" C'est dire que, si les dispositions proposées favorisent un large consensus, il n'y a aucune raison qu'il en soit autrement. Parce que des réformes, tout le monde en veut, à condition qu'elles ne débouchent pas sur le vote d'une loi sélective " a-t-il poursuivi.

Armand



Agbessi Koffi, Coordonnateur national MJPG

Pour accompagner les grands projets de développement au Togo :

LA CEET ORGANISE UNE TABLE RONDE DES BAILLEURS DE FONDS À LOMÉ

Dans la dynamique des grands travaux de reconstruction engagée par le Gouvernement togolais sous la houlette du Chef de l'Etat, Faure Gnassingbé et qui nécessite la mobilisation de ressources énergétiques importantes, une table ronde des bailleurs de fonds du secteur de l'énergie électrique se tient les 04 et 05 décembre 2014 à Lomé.

Elle a permis de aux responsables de la Compagnie d'Énergie Électrique du Togo (CEET) de présenter non seulement les besoins en financement mais aussi de définir les priorités de développement en vue



Dr Gnanè Djétéli, DG de la CEET

d'accompagner efficacement la politique des grands travaux entreprise par le gouvernement.

Le ministre de la planification, Djossou Sémondji, représentant son

collègue de l'énergie, D a m i p i Noupokou, a laissé entendre que dans la dynamique de la célébration le 22 octobre dernier de la deuxième édition de la

Journée Mondiale de l'Énergie, un enjeu de taille, se révèle celui de rechercher les moyens financiers pour soutenir les projets de dévelop-

pement. Entre 2004 et 2006 le mal le mieux partagé était le délestage et aujourd'hui après avoir réglé ce problème, il est important de résoudre celui de la vétusté des équipements électriques qui entraîne des coupures pour réparer des problèmes ici et là.

M. Djossou a affirmé que le plan directeur de développement proposé par la CEET couvre l'horizon 2028 et est évalué à 240,60 millions d'euros soit 170,35 milliards de CFA sur trois périodes de cinq ans chacune à investir dans le segment de la distribution et, 1505 millions de dollars

Suite à la page 6

30ème Edition du championnat militaire et paramilitaire de football : 18 Unités en ordre de bataille

L'édition 2014 du championnat militaire et paramilitaire de Football a débuté le mardi 2 Décembre dernier. Organisé par la Police Nationale, ce tournoi qui est à sa trentième édition, met en compétition 18 Unités des Forces Armées Togolaises (FAT).

Le Stade Omnisport de Lomé a prêté son cadre à la cérémonie d'ouverture d'une compétition prévue pour se dérouler du 02 au 19 Décembre 2014. Au cours de ce lancement, on pouvait noter la présence de la ministre des sports, Mme Amouzou Djaquey, de la Sécurité le col Yark Dameham, le représentant du chef d'Etat major des Forces Armées Togolaise le Lt-col Akpovi, sans oublier la présence des autorités militaires et surtout le président du comité d'organisation et Directeur Général de la Police Nationale, Mawouli Tèko Koudouwo.

Pour ce championnat militaire et

paramilitaire, il est question de chercher la cohésion entre les différents corps des Forces Armées et de Sécurité.

Au son de la fanfare principale des FAT, nous avons assisté aux honneurs militaires, dont le passage en revue des représentant des différents corps de l'armée, avec le défilé des équipes participantes au tournoi, le tout couronné par le coup d'envoi dans un jeu en triangle, entre le chef d'Etat major, le ministre de la Sécurité et celle des Sports.

Place faite ensuite au match proprement dit, qui a opposé l'équipe de la Police Nationale à celle du Corps des Sapeurs Pompiers, dans une rencontre qui a fait régaler le public présent. Les Sapeurs pompiers n'ont donc pas pu éteindre le feu de la rage de vaincre des policiers. L'on a assisté à une victoire des policiers (1 à 0), qui font une bonne entame de la compétition.

Pour le représentant du chef d'Etat Major des FAT, la maîtrise de soi doit régner sur la compétition afin que le spectacle soit beau. Le Directeur Général de la Police Nationale en sa qualité de président du comité d'organisation a appelé les acteurs aux respects des règles et au sens de l'honneur. Il a aussi souligné que le football doit être un élément de brassage entre l'armée, la population et la police.

Il est à noter que l'édition précédente avait réuni 16 Unités ; pour cette année s'ajoutent le corps de surveillance de l'administration pénitentiaire et celui des agents des eaux et forêts. La compétition se poursuit et voici quelques scores : RCP- 1er RI (8-1) ; Gardiens de préfecture- Marine (0-2) ; RSA- 3ème RI (0-3) ; 2ème RI- 4ème RIA (1-1) ; RCGP- Armée de l'Air (2-0).

Moudjib Falana (Stagiaire)

MÉDIAS : LE CONAPP ORGANISE DU 16 AU 20 DÉCEMBRE PROCHAIN LES JOURNÉES PORTES OUVERTES SUR LA PRESSE TOGOLAISE

L'information a été portée au public à travers une conférence de presse hier jeudi à Lomé.

Le Conseil National des Patrons de Presse, la plus grande organisation patronale de la presse ouvrira les portes de la presse togolaise au grand public du 16 au 20 Décembre prochain au Centre Agora Senghor.

Au menu de ces journées portes ouvertes, des conférences débats, des expositions, des ateliers pour montrer au public comment se monte un journal papier, il y aura également délocalisation de certaines



Jean Paul Agboh Ahouéléte, Pdt du CONAPP

émissions grande écoute des radios sur la place des journées portes ouvertes. Le tout sera couronné par une grande soirée de gala le 20

décembre, mais avant cela, dans la matinée, les patrons de presse auront à croiser les crampons avec les forces armées togolaises.

Notons qu'en moins de sept mois d'activité, le CONAPP s'est illustré dans des activités de formation, de rencontre d'échanges et d'intercessions pour des membres en difficultés de tout genre. En somme, le CONAPP s'est refait une autre visibilité depuis l'arrivée de l'équipe dirigée par Jean Paul Agboh.

La Rédaction

RESTAURATION DES FORETS ET RESSOURCES FORESTIERES AU TOGO :

Une signature d'accord entre la FAO et des ONG partenaires a eu lieu à Lomé

La dégradation accélérée et continue des ressources forestières ne laissent pas indifférent les plus hautes autorités du pays, ainsi que les organisations internationales impliquées dans la lutte contre ce phénomène.

gouvernement togolais pour la qualité de leur engagement dans la collaboration avec la FAO afin de venir à bout des défis actuels. Il a indiqué que la FAO fait la différence en termes de technique et non financier.



M. Antoine (dte) échangeant des documents

C'est à cet effet, que s'est tenue une cérémonie solennelle de signature d'accord entre les responsables du Fonds des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) et six (6) Organisations Non Gouvernementales (ONG) de la région des plateaux, partenaires dans la réalisation du projet TCP/TOG/3403, le mardi 25 novembre à Lomé. C'était en présence du Secrétaire général du ministère de l'environnement et des ressources forestières, M. Sama Boundjow représentant son ministre de tutelle, M. André Johnson, et du représentant de la FAO au Togo, M. Antonio Isaac Monteiro.

Pour ce projet intitulé : " Appui au développement et à la restauration communautaire des galeries forestières et forêts de terroirs villageois dans la région des plateaux ", cette signature d'accord a permis d'établir les modalités de la collaboration entre la FAO et ces Organisations de la Société Civile (OSC) spécialisée dans la gestion de l'environnement.

M. Antonio Monteiro a félicité le

Selon lui, l'institution privilégie les études, la connaissance des milieux et réalités à changer. Il a invité les ONG à mesurer l'importance de leur rôle dans la réussite du projet et à faire preuve de responsabilité.

M. Sama Boundjow a laissé entendre que les changements climatiques ont entraîné un assèchement des cours d'eau et une dégradation des forêts. Pour lui, le gouvernement bénéficie de la complémentarité des OSC dans le développement du pays. Il a aussi exhorté les ONG à bien travailler et que ce projet réussi fasse tâche d'huile dans les autres régions.

Le porte parole des membres des ONG a rassuré les autorités du succès du projet qui reposera sur la qualité de leur prestation.

Rappelons que chaque ONG a reçu une somme de 9.000 dollars US pour la réalisation des activités ordonnées et que ce projet a été lancé officiellement le jeudi 6 février 2014 à Atakpamé et est financé à hauteur de 298 mille dollars US (environ 150 millions de Francs Cfa).

Armand

AVIS DE DÉCÈS



TOGBUI ODJIMA KALIPE IV, Chef du Canton de Vogan. La famille AGBOH AHOUELETE de Lomé et de Vogan. Veuve AGBOH AHOUELETE Adakou Lucie, née AMEGANVI-KANGNI. Monsieur AGBOH AHOUELETE Kokouvi Jean-Paul, Président du Conseil National des Patrons de Presse (CONAPP), Directeur de publication du journal FOCUS INFOS, ses frères et sœurs. Ont la profonde douleur de vous faire part du rappel à Dieu de :

AGBOH Ahouéléte Tossou Yao Paul,

Adjudant Chef de l'Armée française à la retraite, Agent technique de santé à la retraite Médaillé de la Croix du Mérite de l'Union Nationale des Combattants de France Médaillé de la Croix du Combattant de l'Europe Médaillé du Mérite militaire du Togo Chevalier de l'Ordre du Mono. Chevalier de l'ordre du mono

Décédé le 12 Novembre 2014 à Lomé à l'âge de 88 ans

PROGRAMME DES OBSEQUES

Mercredi 10 Décembre

18h30 : Veillée de prières et de chants au domicile du défunt sis à Bè 4, Rue Gaitou à Lomé

Jeudi 11 Décembre 2014

8h00 : Levée du corps

9h00 : Messe d'enterrement en la Paroisse Sainte Marie-Reine du Monde de Bè suivi de l'inhumation au cimetière de Bè Kpota

Dimanche 14 Decembre

10h00 : Messe d'Actions de Grâce en la même église

Les salutations d'usage seront reçues au domicile du défunt.

Maison Mortuaire :

Domicile du défunt sis à Bè 4 Rue Gaitou, Face terrain AGBOH non loin du collège POLYTECHNIQUE BRUCE(TADJIN).

Pour accompagner les grands projets de développement au Togo :

LA CEET ORGANISE UNE TABLE RONDE DES BAILLEURS DE FONDS À LOMÉ

Suite de la page 5

des Etats Unis soit 752,5 milliards de FCFA à investir dans la production.

Il a souhaité que de bonnes résolutions sortent de la rencontre.

Le directeur général, Dr Gwandé Djétéli, après avoir exprimé sa gratitude pour la présence de toutes les imminentes personnalités qui rehausse l'éclat de la manifestation, il a indiqué que la CEET ne peut pas rester en marge du développement entrepris par le gouvernement car l'énergie électrique est au cœur du développement. Il a expliqué le programme ambitieux en vue a besoin que soit mobiliser 150 à 200 milliards de francs CFA. Selon lui, les grands travaux comme le 3è quai,

la construction de nouvelles routes électrifiées pour ne citer que ceux-là méritent d'être soutenus.

Le Directeur général de L'Agence Française de Développement (AFD), Benoît Lebbeure, a déclaré qu'il est important d'augmenter la qualité de la production, ainsi que la production elle-même puis de diminuer les taux de perte et c'est en vue d'aller dans ce sens que l'AFD s'est engagée à participer au financement de certains projets.

Il s'agit, selon lui, de dans le cadre des travaux qui s'ouvrent de définir les priorités dans le cadres des ambitieux programmes de développement.

Armand

Région des Savanes :

Impressionnante mobilisation des populations samedi dernier à Dapaong pour soutenir les institutions de la République et demander à Faure d'être leur candidat en 2015

Plusieurs dizaines de milliers de militants et sympathisants de l'Union pour la République (UNIR) de la région des Savanes sont descendus samedi dernier dans les rues de Dapaong pour manifester leur soutien aux institutions de la République.

Cette marche qui a sillonné les artères de la commune de Dapaong, a drainé une marée humaine venue des cinq préfectures de la région des Savanes : Oti, Tandjouaré, Kpendjal, Cinkassé et Tone.

"Les militants et sympathisants de l'UNIR de la région des Savanes adhèrent à l'esprit des réformes, mais pas à des réformes personnalisées", souligne une déclaration lue à la fin de la manifestation.

"Nous demandons avec insistance au président Faure Gnassingbé d'être notre candidat à la prochaine élection présidentielle, afin de parachever l'œuvre de reconstruction du Togo qu'il a entamée et qu'il

conduit avec doigté", poursuit cette déclaration.

Elle relève par ailleurs les nombreuses réalisations du président Faure Gnassingbé visibles dans les Savanes entre autre, la route nationale Lomé-Cinkassé érigée en boulevard au niveau de la ville de Dapaong, le désenclavement de la préfecture de Kpendjal, la mise en place de mini-adduction d'eau dans les cantons, l'extension de l'électricité dans les chefs-lieux et l'électrification rurale, la construction des centres de santé, la distribution de matériel agricoles etc...

Plusieurs cadres de l'UNIR natifs des Savanes dont le Président de la NJSPP Noël De Poukn, ainsi qu'une forte délégation du bureau national de cette formation politique avec à sa tête Georges Aidam le premier Vice-Président, ont pris part à cette manifestation qui s'est achevée dans une ambiance de festive.

La Rédaction





Ministère du Commerce
et de la Promotion du secteur Privé

Ne fermons pas les yeux...! LE RISQUE EST RÉEL



Récépissé n°0254/29/10/04 HAAC

L'ÉVEIL

de la nation

Siège : Adidoadin, Pavée Prolongé, 2ème Carré après la Pharmacie Le Galieen
Tél: (00228) 22 32 85 95
Directeur de Publication:
Sama T. DJOBO
(00228) .90 03 17 74
.98 62 72 72

Rédaction:
Biva KPELAFIA,
Sam DJOBO,
Armand Attisso
Moudjib Falana (Stagiaire)

Secrétariat :
AGBERE Takira

Imprimerie:
La Colombe
Tirage :
2.500 exemplaires